



COMMUNIQUE DE PRESSE N°03/2026

Bukavu, le 23/02/2026

« On ne peut pas taxer la misère, on ne peut pas rançonner le désespoir. »

La Coalition Pamoja kwa Amani exprime sa profonde indignation et son vive inquiétude face à l'escalade de l'oppression économique imposée aux populations civiles par le mouvement rebelle AFC-M23 dans les zones sous son administration de fait.

Depuis le début de l'agression, les villes de Bukavu et Goma ainsi que leurs environs subissent une déstructuration totale de leur économie :

- Fermeture des institutions bancaires, privant les citoyens de l'accès à leur propre épargne;
- Chômage de masse consécutif à la cessation d'activités des entreprises et des ONGs;
- Destruction des circuits d'approvisionnement, plongeant les familles dans une précarité extrême.

Pamoja kwa Amani note que malgré ce tableau sombre, l'AFC-M23 soutenu par le Rwanda a instauré un système de recouvrement forcé de taxes, notamment l'assurance automobile.

Pamoja kwa Amani dénonce :

- Le monopole octroyé à la société rwandaise *IMPERIAL Assur*, en violation flagrante des lois de la République Démocratique du Congo (RDC).
- La nature armée des recouvrements : des agents, souvent étrangers, exigent le paiement « au bout du fusil », transformant une procédure administrative en un acte d'extorsion.

Pamoja kwa Amani note que cette pression fiscale n'a aucune contrepartie en services publics. Elle ne vise qu'à financer l'effort de guerre des agresseurs tout en appauvrissant systématiquement le citoyen congolais. C'est une poursuite de la guerre par des moyens financiers, orchestrée pour briser la résilience des populations meurtries du Kivu.

Face à cette asphyxie et colonisation économique, Pamoja kwa Amani :

- (i) Exige l'arrêt immédiat de toutes les tracasseries fiscales et para-fiscales imposées aux populations civiles déjà asphyxiées par la guerre;
- (ii) Dénonce l'illégalité de toute transaction imposée au profit d'entreprises étrangères non agréées par le code des assurances de la RDC;
- (iii) Appelle la communauté internationale à sanctionner les auteurs de cette « asphyxie économique » qui s'apparente à un crime contre les populations civiles;

- (iv) Lance un appel vibrant à la population de Bukavu, Goma et des zones occupées, pour un boycott total et systématique de ces taxes illégales et de l'assurance imposée par *Imperial Assur*;
- (v) Exhorte chaque citoyen à la Résistance Non-Violente de manière collective : refuser de financer sa propre oppression est un acte de patriotisme. Chaque franc versé à ces structures illégitimes est une balle de plus contre la souveraineté de la RDC. Si personne ne paie, le système d'extorsion s'effondrera.

Pamoja kwa Amani reste aux côtés de la population pour dire NON au terrorisme fiscal et OUI à la dignité congolaise. La paix ne se négocie pas par le racket, elle se construit par la justice.

FIN.